

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine  
L'Armorique  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 Rennes

Rennes, le 18 Juillet 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SARL ENROBES 35**

Sautoger  
35490 Vieux-Vy-Sur-Couesnon

Références : ud35/2025-280  
Code AIOT : 0005514788

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/06/2025 dans l'établissement SARL ENROBES 35 implanté Sautoger 35490 Vieux-Vy-sur-Couesnon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARL ENROBES 35
- Sautoger 35490 Vieux-Vy-sur-Couesnon
- Code AIOT : 0005514788
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est une centrale d'enrobage située au sein d'une carrière en exploitation sur la commune de Vieux-Vy-Sur-Couesnon.

Elle bénéficie d'un arrêt préfectoral d'autorisation daté du 4 mai 2006 mais relève aujourd'hui du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 (centrale d'enrobage à chaud).

Un porter à connaissance a été réalisé récemment par l'exploitant auprès des services préfectoraux indiquant que la centrale fonctionne désormais au GPL et non plus fioul.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Bruits et vibrations
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Cuve de GPL - Moyens d'extinction	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 4.2.C (extrait)	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 7.3.3 (extrait)	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Alimentation électrique	Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 7.5.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 1.2.1 (extrait)	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 1.5.5
3	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 3.2.4
6	Niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 6.2 et 8.2.3

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection a identifié au cours de la visite qu'en matière de prévention des risques certaines dispositions doivent être complétées :

- Réception des deux bâches incendie installées par le SDIS,
- Travaux de mise en conformité des installations électriques à valider lors d'un prochain contrôle du prestataire mandaté,
- Identification des éventuels EIPS (Éléments importants pour la Sécurité) présents et nécessité de les secourir électriquement.

Une évaluation de la surface dédiée au transit des matériaux doit par ailleurs être réalisée pour statuer sur le classement de cette installation au titre de la rubrique ICPE n° 2517.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Cessation d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 1.5.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cessation d'activité - rubrique 1432
<b>Prescription contrôlée :</b>  En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Au moins un mois avant la mise à l'arrêt définitif ou 6 mois avant la date d'expiration de l'autorisation accordée pour des installations autorisées avec une durée limitée, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt. La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation (ou de l'ouvrage), ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour la remise en état du site et comportant notamment : 1.l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, des matières polluantes susceptibles d'être véhiculées par l'eau ainsi que des déchets présents sur le site, 2.la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées, 3. l'insertion du site de l'installation (ou de l'ouvrage) dans son environnement,
<b>Constats :</b>  La société ENROBES 35 a transmis le 12 novembre 2024 à la préfecture un courrier notifiant la cessation d'activité des installations soumises à déclaration sous la rubrique n° 4734-3 (cuve de fioul de 60 tonnes).  Cette cuve, restée sur place, stocke désormais du bitume mais l'installation correspondante ne relève plus d'un classement ICPE.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Cuve de GPL - Moyens d'extinction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 4.2.C (extrait)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de secours contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les moyens de secours sont au minimum constitués de : <ul style="list-style-type: none"><li>- deux extincteurs à poudre ABC d'une capacité minimale de 9 kg ;</li><li>- d'un poste d'eau (bouches, poteaux...), public ou privé, implanté à moins de 200 mètres du stockage, ou de points d'eau (bassins, citernes, etc.), et d'une capacité en rapport avec le risque à défendre. Cette capacité est appréciée pour l'ensemble du site, et les capacités extérieures peuvent être prises en compte dans la limite de la distance de 200 mètres fixée ci-avant. Pour les installations déclarées après le 1er janvier 2018, cette capacité est d'au minimum de 60 mètres cubes par heure pendant deux heures.</li><li>- pour les réservoirs de capacité déclarée inférieure à 15 t, d'un tuyau et d'une lance dont le robinet de commande est d'un accès facile en toute circonstance ;</li><li>- pour les réservoirs de capacité déclarée supérieure à 15 tonnes, d'un système fixe d'arrosage raccordé.</li></ul>
<b>Constats :</b>  Deux bâches incendie de 120 m <sup>3</sup> chacune ont été implantées à moins de 200 m des installations de stockage. Des contacts ont été pris avec le SDIS mais pour l'heure la réception de ces points d'eau par ce service n'a pas été réalisé.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  > L'Inspection demande à l'exploitant de l'informer de la réception de ces deux points d'eau dès que celle-ci aura été réalisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 3.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites de rejets - Air
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés <ul style="list-style-type: none"><li>• à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;</li><li>• à une teneur en O2 ou CO2 précisée dans le tableau ci-dessous.</li></ul> Concentration en O2 de référence : 17 % Concentrations instantanées (en mg/Nm3) : Poussières : 50 SO2 : 1700 NOX en équivalent NO2 : 500 COV exprimé en Carbone : 110 HAP : 3
<b>Constats :</b>  Un précédent contrôle des émissions atmosphériques daté de mai 2024 avait mis en évidence un dépassement de la valeur réglementée pour le SO2 (oxyde de soufre) fixée à 300 mg/Nm <sup>3</sup>  L'Inspection demandait alors que des actions correctives adaptées soient mises en œuvre puis qu'un nouveau contrôle soit réalisé sous 6 mois.  Ce contrôle a été réalisé en septembre 2024 après que de nouveaux réglages de l'installation aient été réalisés.  Compte-tenu du changement de combustible opéré (passage du fioul au gaz), les valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral du site sont obsolètes. Les valeurs opposables sont aujourd'hui celles de l'arrêté ministériel du 09/04/2019 relatif aux installations relevant du régime de l'Enregistrement sous la rubrique n° 2521.  Le compte-rendu établi par le prestataire mandaté en septembre 2024 pour réaliser le nouveau contrôle indique que l'ensemble des valeurs mesurées sont conformes à la réglementation, y compris pour le SO2.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 7.3.3 (extrait)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérifications périodiques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables. [...] Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications d'origine. [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. [...] Le plan des zones à risque d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.
<b>Constats :</b>  L'Inspection avait noté suite à sa précédente visite qu'un nouveau contrôle des installations électriques du site devait avoir lieu en septembre 2024. Elle demandait, en cas de non-conformité avérée lors de ce contrôle, à ce qu'un plan d'actions assorti d'un planning de réalisation des actions correctives lui soit transmis.  Le contrôle a été effectué comme une vérification initiale du 27/08/2024 au 11/09/2024.  Le compte-rendu établi met en évidence 14 observations identifiées pour la première fois : des actions correctives ont été réalisées pour les résorber. Leur traçabilité est effectuée sur le rapport lui-même.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  > L'Inspection demande que lui soit transmis le rapport qui sera établi suite au prochain contrôle qui doit avoir lieu à l'été 2025.  Elle demande qu'une vigilance particulière soit apportée lors de ce contrôle concernant les réserves inscrites par le vérificateur dans le rapport qui sera élaboré (installations impossibles à contrôler, documents non communiqués par l'exploitant notamment).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 5 : Alimentation électrique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 7.5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Indépendance des réseaux électriques de conduite
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les équipements et paramètres important pour la sécurité doivent pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale.  Les réseaux électriques alimentant ces équipements importants pour la sécurité sont indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble des réseaux d'alimentation.
<b>Constats :</b>  Il n'a pu être établi au cours de la visite quels étaient les EIPS (Équipements importants pour la sécurité) visés par la présente prescription et nécessitant un secours électrique.  L'exploitant précise qu'en cas de défaillance de l'alimentation électrique l'ensemble de l'installation est mise à l'arrêt en sécurité.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  > L'Inspection demande à la société ENROBES 35 d'identifier les EIPS qui étaient visés par cette prescription lors de la délivrance de l'arrêté préfectoral et de se positionner au regard de leur nécessaire maintien ou abandon.  S'il est avéré que certains doivent effectivement être maintenus en service ou mis en sécurité et secourus via un circuit indépendant comme cela est prescrit, l'analyse faite sera complétée par les dispositions prises en la matière.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois



## N° 6 : Niveaux sonores

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 6.2 et 8.2.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Autosurveillance des niveaux sonores

**Prescription contrôlée :**

Art. 6.2 :

Valeurs limites d'émergence

Niveau de bruit ambiant dans les ZER	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanche et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Niveaux limites de bruit :

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Niveau sonore limite admissible	Période de jour allant de 7 h à 22 h (sauf dimanches et jours fériés)
Limites Nord, Ouest et Sud	70 dB(A)
Limite Est	65 dB(A)

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant ci-dessus dans les zones à émergence réglementée (ZER).

Art. 8.2.3 :

L'exploitant devra réaliser dans un délai de un mois suivant la mise en activité de la centrale puis tous les trois ans, à ses frais, un contrôle des niveaux d'émission sonore générés par son établissement.

Le contrôle du niveau de bruit et de l'émergence sera effectué par une personne ou un organisme qualifié et devra mettre en évidence le respect des seuils définis à l'article 6.2.

Les résultats des mesures (émergence en zone réglementée et niveaux de bruit en limite de propriété du site) seront tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées.

En cas de non-conformité, ils lui seront transmis et accompagnés de propositions en vue de corriger la situation.

Les mesures seront effectuées selon la méthode définie en annexe à l'arrêté du 23 janvier 1997 et dans des conditions représentatives de l'ensemble de la période de fonctionnement de l'établissement ; la durée de chaque mesure sera d'une demi-heure au moins.

**Constats :**

Deux contrôles ont été effectués au cours des dernières années : le premier en mai 2023 en période diurne. Il met en évidence une émergence de 5 dB(A) au sein de la seule ZER réglementée identifiée au nord-ouest du site.

Cette valeur correspond au maximum admis par la réglementation en zone à émergence réglementée. Les valeurs mesurées en limites de site sont par ailleurs conformes à la réglementation.

Un deuxième contrôle a été effectué de nuit en juin 2024 et n'a pas mis en évidence de dépassement des valeurs fixées par la réglementation.

Compte-tenu du résultat mesuré de jour en ZER, qui correspond à la valeur maximale admise, l'Inspection demandait suite à sa précédente inspection à ce que des investigations visant à identifier la (ou les) source(s) à l'origine du bruit soient réalisées.

Elle demandait à ce que le prochain contrôle de la situation acoustique soit anticipé d'un an (soit avant juin 2025), de jour comme de nuit.

La société ENROBES 35, dans sa réponse du 20 janvier 2025, indiquait que ce contrôle serait bien réalisé au cours du 1er semestre 2025. Le dernier a été réalisé en avril 2025 sans identifier de dépassement des valeurs limites réglementées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/05/2006, article 1.2.1 (extrait)
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Aire de transit de matériaux inertes
<b>Prescription contrôlée :</b>  Rubrique 2517-2 : station de transit de produits minéraux solides - capacité de stockage > 15 000 m3 et < 75 000 m3 Capacité de stockage égale à 20 000 m3 : régime de la déclaration
<b>Constats :</b>  La rubrique visée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 mai 2006 a évolué :  Rubrique n° 2517 : Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non - dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant : 1. Supérieure à 10 000 m2 : régie de l'enregistrement 2. Supérieure à 5 000 m2 mais Inférieure ou égale à 10 000 m2 : Régime de la déclaration.  L'exploitant indique dans les plans transmis que la surface de l'aire de transit est égale à 9950 m2 et relève ainsi du régime déclaratif.  Cependant, les surfaces dédiées à cette plateforme de transit semblent susceptibles d'aller au-delà des 10 000 m2 selon une rapide évaluation faite sur plan le jour de la visite.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  > <b>L'Inspection demande que la surface dédiée au transit au sein de l'établissement soit ré-évaluée précisément afin d'évaluer son classement au titre de la rubrique 2517 (déclaration ou enregistrement).</b>  <b>L'exploitant indique qu'une évaluation par drone sera réalisée prochainement.</b>  <b>Le cas échéant, si le seuil de l'enregistrement est franchi, la société ENROBES 35 devra régulariser sa situation.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois